ORGANISATION OF AFRICAN UNITY
SECRETARIAT

67649

منظمة الوحدة الافريقية
الامانة
الامم المتحدة
اللجنة الاقتصادية لافريقيا

NATIONS UNIES
COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

ORGANISATION DE L'UNITE AFRICAINE
SECRETARIAT
B.P. 3243

ADDIS-ABEBA
ETHIOPIA

UNITED NATIONS
ECONOMIC COMMISSION FOR AFRICA
P. O. Box 3001

Comité directeur de l'OUA
Addis-Abeba, 24 - 27 mars 1986

Première réunion extraordinaire de la
Conférence des ministres de la CEA
Addis-Abeba, 28 - 29 mars 1986

Quinzième session extraordinaire du
Conseil des ministres de l'OUA
Addis-Abeba, 30 - 31 mars 1986

Distr.
Restreinte

OAU/ECM/2XV/Add.2
E/ECA/ECM.1/1/Add.2
26 mars 1986

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

AMENDEMENTS AUX PROPOSITONS PRESENTEES PAR LES PAYS AFRICAINS A LA SESSION EXTRAORDINAIRE DE L'ASSEMBLEE GENERALE CONSACREE A LA CRISE ECONOMIQUE ET SOCIALE EN AFRIQUE

(Document ECM/2XV, E/ECA/ECM.1)

Page 1,

Paragraphe 1

- 1ère ligne, remplacer le mot "responsables" par "chargés"
- 3ème ligne, lire "20" au lieu de "27"
- 7ème ligne, remplacer le mot "alarmante" par rapide"
- 8ème ligne, insérer après le mot "document" ce qui suit :

  "Conformément au programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique adopté par la 21ème session ordinaire de la Conférence des chefs d'Etats et de gouvernement de l'OUA"

- Supprimer le bout de la dernière phrase commençant par "l'intermédiaire.....de son Comité..." jusqu'à la fin.

Paragraphe 2

- 1ère ligne, biffer le mot "profonde"
- 2ème ligne, biffer le mot "y compris"
- 4ème ligne, biffer le mot "très" après assistance

Paragraphe 3

- Biffer le 1er bout de la phrase commençant par "En tant que....." jusqu'à mondiale" et commencer le paragraphe par "Nous"

Paragraphe 4

- 2ème ligne, remplacer le mot "assurer" par "assumer" et biffer "en vue"

Page 2,

- 2ème ligne, biffer "globale" après le mot la Déclaration
- 14ème ligne, remplacer les mots "passé un accord viable" par les mots "pris des engagements viables"
- 15ème ligne, remplacer le mot "accord" par "engagements qui amorceront.."

Paragraphe 8

- Avec la phrase commençant par "La première partie du volume II..", lire "51" au lieu de "50" et biffet "Membres des Nations Unies" et lier cette part du paragraphe au premier.

Page 4,

Section 2,

Paragraphe 12

- Remplacer les trois phrases commençant par les mots "La sécheresse en Afrique..." et se terminant par les mots "plus regrettables" par ce qui suit :

  "Les effets dramatiques de la sécheresse se sont en fait que la manifestation de la fragilité des structures socio-économiques. Sans minimiser l'incidence de la sécheresse dévastatrice, nous devons reconnaître que la sécheresse n'a fait qu'aggraver les multiples problèmes structurels des pays africains. Par conséquent, l'action principale doit être portée sur les causes fondamentales de la crise socio-économique au moyen des mesures de transformation structurelle durable"

Paragraphe 13,

- 3ème ligne, remplacer le mot "contact" par "engagement"

- 5ème ligne, remplacer les mots "en s'inspirant" par les mots "sur la base"

Paragraphe 14, 1ère phrase :

- Insérer le mot "économique" après le mot "Crise"

- Remplacer le mot "est" par le mot "résulte"

- Remplacer les mots "due à l'incapacité des pays africains d'opérer les" par les mots "de l'insuffisance des"

- Insérer le mot "de" après le mot "et"

Page 5,

Paragraphe 16

- 1ère ligne, insérer les mots "malgré tous les efforts" après le mot "indépendance"

- 2ème ligne, remplacer le mot "guère" par les mots "pas fondamentalement"

- 2ème phrase, mettre un point après le mot "primaire" et biffer le reste de la phrase

Paragraphe 17,

- lère ligne, insérer le mot "faible" après le mot "La"

Page 8,

Paragraphe 25

- lère phrase, remplacer les mots "des nombreuses personnes en Afrique et ailleurs" par les mots "certains milieux"

Page 11,

Paragraphe 33,

- 9ème ligne, biffer les mots "notamment les produits alimentaires"

Page 12,

Paragraphe 40

- lère phrase, mettre un point après le mot " enviable et remplacer les mots "l'image" par les mots "une image" et biffer le reste de la phrase

- Biffer la deuxième phrase

- 3ème phrase remplacer les mots "pendant l'indépendaance politique" par les mots "ces dernières années"

- Dernière ligne, remplacer les mots "tendon d'Achille" par les mots "le maillon le plus faible"

Paragraphe 41

- lère ligne, biffer les mots "ont un avenir promotteur et "et ajouter " nt"au mot "possède"

- Biffer la 2ème phrase du paragraphe

Page 13,

Paragraphe 43 :

- 6ème ligne, remplacer les "l'orbite de la croissance" par les mots "la voie du développement"

- 9ème ligne, supprimer les mots "fier de son" et remplacer le mot "interdépendance" par "interdépendant"

- 10ème ligne, remplacer les mots "d'une nouvelle convention" par les mots "d'un nouvel engagement"

Paragraphe 44 :

- 3ème phrase, biffer les mots "une afrique malade signifie donc un monde malade et" et commencer la phrase par "Une Afrique enlisée..."

- 13ème ligne, remplacer le mot "sonores" par le mot "creux

Page 14,

Paragraphe 46 :

- Dernière phrase supprimer le bout de phrase commençant par "il nous faudra..." et le remplacer par ce qui suit :

- "Nous sommes résolus à mettre en oeuvre les priorités en matière de développement contenues dans le programme prioritaire de développement pour le redressement économique de l'Afrique et, sur cette base, élaborer un nouvel engagement entre l'Afrique et la Communauté internationale"

Page 15,

Sous-section d)

- 1ère ligne, biffer le mot "vivement"

- Sous-section h), 2ème ligne, remplacer le mot "divergences" par "diversités"

Page 16,

Paragraphe 49 :

- 2ème ligne, remplacer le mot "accord" par le mot "engagements"

- 4ème ligne, insérer les mots "massif qui sera" entre les mots "soutien"

et "apporté"

- 4ème ligne, remplacer les mots "serait lié à la preuve tangible d'une" par les mots "viendraient renforcer la"

- 5ème ligne, biffer les mots "de la part"

- 9ème ligne, biffer le mot "politiques"

- 13ème ligne, insérer les mots "économiques et" entre les mots "mesures" et "politiques"

Page 17,

Paragraphe 50, section b)

- 2ème phrase se lit comme suit :

"Les huits principaux domaines d'ivestissement sur lesquels nous allons axer nos efforts sont : ii) accroissement de la production alimentaire; ii) mise en valeur des terres cultivables et améliorations des politiques en matière foncières; iii) le développement de l'élevage et l'exploitation des productions animales; iv) la culture attelée et la mécanisation, v) le stockage et la commercialisation vi) recherche et vulgarisation agricole, vii) exploitation des semences hydroliques, viii) programme de reboisement et de lutte contre la sécheresse"

- 10ème ligne, remplacer les chiffres "54" par "55","782" par "205" et "47,6" par "47,2"

- 12ème ligne, insérer le mot "à" entre les chiffres 20 et 25; insérer après les mots "p. 100" ce qui suit : "du total des investissements publics"

- 19ème ligne, remplacer les mots "y compris" par "en particulier"

- 20ème ligne, remplacer les mots "Enfin, les mesures visant à accroître" par les mots "Les problèmes relatifs à"

- 23ème et 24ème lignes, remplacer les mots "d'une attention particulière" par le mot "appropriées"

Page 19,

- Supprimer la phrase qui commence à la 2ème ligne et commencer la phrase suivante par "Enfin les..."

Page 20,

Sous-section iii),

- Supprimer la lère phrase jusqu'au mot "Sahel" et remplacer par ce qui suit : "La plupart des pays de sous-régions de l'Afrique de l'Est, de l'Afrique australe, de l'Afrique du centre et les pays de l'Afrique de l'Ouest confrontent les problèmes sérieux d'être, entre autres, les pays enclavés et parmi les moins avancés. Dans le cas des pays de l'Afrique australe, ils sont soumis à une destabilisation provoquée de l'extérieur. Ces pays ..."

Page 21,

- ajouter ii) comme suit :

- "utiliser en priorité des compétences nationales et africaines"

- Ancien paragraphe ii) devient paragraphe v)

Page 22,

Section d)

- Paragraphe 1, Remplacer ce paragraphe par le texte suivant : "Des difficultés sont apparus à l'estimation de la dette extérieure de l'Afrique en raison de la diversité des définitions proposées. Certaines données disponibles renseignent sur des éléments tels que les rachats effectués par le FMI, les intérêts sur la dette a court terme, les paiements au titre de la dette à long terme non garantie et des arriérés; par contre, d'autres données se limitent aux crédits publics et à la dette commerciale garantie par les pouvoirs publics. Par exemple, dans sa dernière publication intitulée "Financement des ajustements par la croissance en Afrique au Sud du Sahara 1986-1990, la Banque mondiale a estimé les obligations au titre du service de la dette pour 25 pays pouvant bénéficier du concours de l'IDA à 6 milliards 877 millions de dollars par an pour la période 1986-1990, contre 9 milliards 497 millions de dollars par an pour huit pays de l'Afrique du Sude du Sahara n'appartenant pas à cette catégorie des pays et pour lesquels on dispose de données ou a estimé à 7 milliards 344 millions par an les obligations des pays de l'Afrique du Nord. Les estimations pour le reste de douze pays africains au Sud du Sahara donne un concours de 0,898 milliards. Ceci donne un total de 24 milliards 516 millions de dollars par an en moyenne pour tous les pays africains. Les paiements au titre du principal et des intérêts de la dette des pays se décomposent comme suit :

Page 22, remplacer le tableau de la page 22 par le suivant :

	(En milliards de dollars)
Pays ayant droit à l'APD (Banque mondiale) (25)	
Principal	3, 910
Intérêt	2,967
Autres pays ayant droit à l'APD (4)	
Principal	0,3[illegible]7
Intérêt	0,1[illegible]
Autres pays au sud du Sahara (Banque mondiale) (8)	
Principal	5,260
Intérêt	4,229
Autres pays au sud du Sahara (8)	
Principal	0,305
Intérêt	0,127
Afrique du Nord (5)	
Principal	5,377
Intérêt	1,867
Total (50 pays)	24,516

Page 22, remplacer le tableau de la page 23 par le suivant :

			Milliards de dollars
A. Crédits publics :			
i)	Principal	28 338	
ii)	Intérêt	14 240	
	Total		42 578
B. Crédit commercial :			
i)	Principal	32 242	
ii)	Intérêt	8 392	
	Total		40 634
C. Service total de la dette :			
i)	Principal	60 580	
ii)	Intérêt	22 632	
	Total		83 212
D. Montant moyen remboursable par an			16 642

Page 23,

- 3ème ligne à partir de la fin, remplacer les mots "Nous proposons les mesures suivantes" par les mots "les objectifs à atteindre sont les suivants"

Page 23-24;

- Changer le numérotation de a, b, c, par i, ii, iii.

Page 24,

- Section), dernier paragraphe :

- 4ème ligne, lire "35,8 milliards" au lieu de "34,6 milliards"

- 7ème ligne, lire "7,2 milliards" au lieu de "6,9 milliards"

- Ajouter le texte suivant à la fin du paragraphe : Le calcul de l'écart a été effectué sur la base de certaines hypothèses. Sur le montant total d'environ 23 milliards de dollars par an nécessaire à l'exécution du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, les pays africains ont indiqué leur intention de mobiliser 16 milliards de dollars en moyenne par an. Toutefois, 9 milliards environ seront constitués de ressources étrangères destinées à couvrir les importations nécessaires à la réalisation des programmes nationaux. Même s'il est possible de compenser ces montants par un accroissement des recettes d'exportation consécutivement à une augmentation du volume des exportations et à un relèvement des prix des produits primaires, hypothèse qui dépendrait de l'amélioration de la conjoncture internationale, les pays africains auraient toujours à faire face au problème qui consisterait à ramener le niveau actuel des importations au moins à celui de 1980, objectif qui pourrait nécessiter un accroissement du volume actuel des ressources. L'écart de 7 milliards de dollars par an (soit 35 milliards 814 millions de dollars pour la période de cinq ans ainsi qu'il est indiqué au tableau 8), constituerait une assistance financière supplémentaire qui serait précisément affectée au financement du Programme prioritaire.

- 5ème ligne, insérer l'asterix (*) entre les mots "dollars" et "qui" et remplacer le mot "complétées" par le mot "mobilisées".

- En bas de page, ajouter ce qui suit : "(*) voir tableau 8 et 10, volume I, page 74 et 75 et tableau 2, volume II"

Page 25,

Paragraphe 53 :

- 14ème ligne, insérer le mot "pourrait faire" entre les mots "internationale" et "pour alléger"

Mécanismes de suivi (amendements)

Page 26,

- Transférer l'ancien paragraphe 55 au paragraphe amendé 59;

- Introduire le nouveau paragraphe 55 qui se lit comme suit : "Les principes généraux qui sont à la base de la mise en place d'un mécanisme de suivi, aux niveaux national, régional, ou international sont de deux types :

i) Le mécanisme devrait être simple et pratique et ne devrait pas entraîner des dépenses supplémentaires trop importantes;

ii) Dans la mesure du possible, l'accent devrait être mis sur le renforcement des institutions existantes plutôt que sur la création de nouvelles institutions".

- Le paragraphe 56 amendé, en supprimant la dernière partie de la troisième phrase : "Dans le cadre de l'accord conclu dans chaque pays"

- Le paragraphe 56, deuxième phrase : introduire les mots "si cela est approprié" après le mot "création"

- Le paragraphe 58 est aussi amendé; il convient d'ajouter le texte suivant à la fin de la deuxième phrase : "A cet égard, il convient de rappeler qu'il a déjà été recommandé que les pays africains mettent en place un mécanisme de suivi adéquat".

- Paragraphe 58 c), première ligne : supprimer les mots suivants au début de la phrase :

  "A la différence du groupe consultatif ou de la Table ronde"

- Paragraphe 58 d) préambule : supprimer les mots "s'inspirer des principes suivants" et remplacer par "il faudrait cependant s'inspirer des éléments suivants".

- Paragraphe 58 d), v), remplacer par ce qui suit : "Si cela est jugé nécessaire et possible, un secrétariat mixte devrait être créé par les gouvernements et la communauté des donateurs dans les pays intéressés pour assurer le service du Groupe de suivi".

- Paragraphe 58, ajouter le nouvel alinéa vi) suivant :

- "Le Groupe de suivi assurera régulièrement la liaison avec le Comité directeur permanent et lui fournira les renseignements requis sur l'exécution du Programme prioritaire au niveau national"

- Après le paragraphe 58, introduire la nouvelle section suivante :

Mécanisme continental de suivi

Nouveau paragraphe 59 : "En adoptant le Programme prioritaire, les chefs d'Etat et de gouvernement africains se sont mis d'accord sur un programme élaboré et complet de suivi aux niveaux national, sous-régional et régional. Les dispositions les plus importantes sont la création d'un comité directeur permanent regroupant 15 pays pour le suivi de la mise en oeuvre du programme et pour rapport périodique à ce sujet à l'Assemblée des chefs d'Etat et de gouvernement. Le Comité directeur permanent de l'OUA jouera le rôle principal de catalyseur, d'impulsion et de relais avec la communauté internationale pour tout ce qui sera fait aux niveaux national, sous-régional et continental, conformément au paragraphe 111 du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, 1986-1990. Ce comité directeur permanent bénéficie des services conjoints d'un secrétariat mixte OUA/CEA. En fait, c'est le Comité directeur permanent qui a centralisé les préparatifs de nos propositions

destinées à la session extraordinaire.

Au niveau international

- L'ancien paragraphe 59 devient le paragraphe 60. A la fin de l'ancien paragraphe 59, supprimer les mots : "Pour élaborer les rapports qui pourraient être nécessaires" et ajouter ce qui suit : "Pour suivre et surveiller l'exécution du Programme prioritaire au niveau international".

- L'ancien paragraphe 60 devient le paragraphe 61.

Page 28, Section 4

Paragraphe 61,

- 3ème ligne, supprimer les mots "L'Afrique adhère sans réserve au Plan d'action de Lagos parce que l'esprit..." et continuer la phrase comme suit :

- " dont la philosophie, et les principes..."

Paragraphe 63,

- Supprimer les deux premières phrases du paragraphe

- Transférer la 3ème phrase au paragraphe 64 comme 2ème phrase du paragraphe 64

- Supprimer le reste du paragraphe 63

Page 29,

Paragraphe 66

- Transférer la première phrase du paragraphe 66 à la fin du paragraphe 64

- Supprimer le reste du paragraphe

- Paragraphe 67 est supprimé.

Page 31,

Paragraphe 71

- 10ème ligne mettre un point après le mot "ajustement" et supprimer les mots "avec pour conséquence inévitable les désillusions et,

parfois, le désespoir"

Paragraphe 72,

- Supprimer la 6ème phrase du paragraphe commençant par "Naturellement...."

Paragraphe 73,

- 4ème ligne, supprimer le mot "profondément"

Page 35, S/section g),

- Remplacer le mot "cinq" par le mot "six" et ajouter à la fin, "R.A.S.D"

Page 38,

1er paragraphe

- 6ème ligne, remplacer les mots "guerres civiles" par "conflicts armés"

- 7ème ligne, remplacer les mots "guerres civiles" par "conflicts armés"

- 7ème ligne, remplacer les mots "guerres civiles "par "conflicts armés"

Page 39,

- Dernière paragraphe, supprimer la 3ème et 4ème phrase.

Page 41,

- 1er paragraphe, dernière ligne supprimer le mot "en" et insérer "à un quart de" entre les mots "chiffre" et "millions"

- 3ème paragraphe, 2ème phrase biffer les mots "s'aggissant de l'aspect positif, on peut d'abord citer le fait que" et commencer la 2ème phrase par "Bon nombre..."

- 3ème paragraphe, supprimer la 3ème phrase.

Page 42, 1er paragraphe,

- 1ère ligne supprimer les mots "Pour ce qui est de l'aspect négatif" et commencer la phrase par le mot "Cependant..."

Page 44, 3ème paragraphe

- Supprimer la dernière phrase et la remplacer par ce qui suit : "Les

systèmes de transport et communications de l'Afrique du centre devraient par conséquent être développés pour promouvoir la production agricole et industrielle de la sous-région favoriser l'intégration économique des pays qui la composent"

Page 45, 4ème paragraphe,

- lère phrase, mettre un point après le mot "région" et supprimer les reste de la phrase.

Page 46, 2ème paragraphe,

- lère ligne remplacer les mots "réside dans l'agropastoralisme" par les mots "est basé sur l'agriculture et l'élevage".

- 4ème ligne, ajouter les mots "séries de" avant le mot "sécheresses"

Paragraphe 4,

- Supprimer la dernière phrase

Page 48, 2ème paragraphe,

- Supprimer les deux dernières phrases

Page 49,

- lère paragraphe, 2ème ligne, mettre un point après le mot "démographique élevée et supprimer le reste de la phrase

- 2ème paragraphe,

- lère ligne, remplacer les mots "élevée est liée au "par les mots "engendre le"

- 2ème ligne, insérer les mots "qui est" entre les mots "urbaine" et "dû"

- Supprimer le membre de phrase commençant par "Sa réduction"... jusqu'à "exode rural" et le remplacer par ce qui suit " Réduire le coût élevé de l'urbanisation et freiner les courants de migration..."

3ème paragraphe,

- 4ème ligne, insérer les mots "et l'" entre les "eau" et érosion" et supprimer les mots "et d'épuisements"

- 5ème ligne, remplacer les mots "sont encore insuffisantes pour "par

les mots "ne peuvent adéquatement"

- 10ème ligne, insérer après le mot "lesquelles" "à l'exception de la Côte d'Ivoire"

Page 51, 2ème paragraphe,

- dernière ligne, lire : "de la communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest"

Page 52, 1ère paragraphe

- 1ère ligne, remplacer le mot "cinq" par le mot "six"
- 2ème ligne, ajouter "RASD" après la Tunisie
- 4ème paragraphe,
- 5ème ligne, supprimer "l'Algérie"

Page 55/56,

- Supprimer le texte de la page 55 et celui de la page 56 et les remplacer par le texte ci-après :

6. APERCU GENERAL

Caractéristiques géographiques et démographiques

Pour comprendre les causes et les conséquences de la crise économique qui sévit actuellement en Afrique, il est important de passer brièvement en revue la situation géographique et démographique du continent. L'Afrique est un immense territoire s'étendant sur approximativement 30 milliards de km2, soit environ le quart la surface émergée du globe et dont la population est d'approximativement 550 millions d'habitants. Sur l'ensemble de ce territoire, seuls 44 p. 100 des terres sont propices à l'agriculture et au pâturage. La végétation y varie des forêts équatoriales luxuriantes de l'Afrique centrale aux déserts arides du Sahara et du Kalahari. Il y existe de grand écarts en ce qui concerne la taille des pays et de leurs populations. Le plus petit pays a une superficie de moins de 500 km2, alors que le plus grand (le Soudan) couvre plus de 2,5 millions de km2. Quant à la taille de la population par pays, elle varie de 65 000 pour les Seychelles à quelque 95 millions d'habitants pour le Nigéria.

Les principaux problèmes géopolitiques de la région sont les suivants :

a) Un grand nombre de pays avec des marchés exigus.

b) Un certain nombre de pays enclavés où les réseaux routiers et les communications sont inadéquats et qui éprouvent donc des difficultés pour l'exportation de leurs produits de base et l'importation des biens essentiels.

c) Quelques pays dont les fenêtres maritimes sont limitées.

d) Vaste zones arides et semi-arides.

e) Un grand nombre de pays victimes de la sécheresse et de la désertification.

Les principales caractéristiques démographiques du continent sont :

a) Une grande diversité des densités de populations et des densité critiques;

b) Un rapport population inactive/population active élevé;

c) Une structure par âge caractéristée par une forte proportion (plus de 40 p. 100) de jeunes de moins de 15 ans

d) Un taux d'urbanisation élevé dû en particulier à l'exode rural avec son cortège de problèmes économiques et sociaux

Page 57,

- Section 2, ler paragraphe

- 2ème ligne, remplacer le mot "lamentables" par le mot "médiocres"

- 3ème ligne, lire : "308 milliards 358,3 millions" au lieu" 302 milliards 107,8 millions"

- 4ème ligne, lire : "310 milliards 825,6 millions" au lieu de "304 milliards 465,8 millions"

- 5ème ligne, ajouter les mots "taux d'" avant le mot "accroissement" et lire : "0,80 p. 100" au lieu de "0,76 p. 100"

- 6ème ligne, lire : "609 dollars" au lieu de "615 dollars"

Tableau 1 : Remplacer les chiffres de l'ancien tableau 1 par les chiffres du tableau ci-après.

Tableau 1 : PIB et PIB par habitant selon les sous-régions (en prix courants)

Sous-région	PIB (en millions de dollars)		PIB par habitant (en dollars)
	1983	1984	1984
Pays insulaires de l'Océan indien	4 170,0	3 649,2	326
Afrique de l'Est	29 817,1	30 641,2	227
Afrique australe	18 893,7	18 666,0	400
Afrique du Centre	18 337,0	17 709,6	386
Sahel	7 943,7	7 490,7	202
Afrique de l'Ouest non sahélienne	96 717,8	93 003,9	697
Afrique du Nord	132 479,0	139 665,0	1 385
Total de l'Afrique	308 358,3	310 825,6	609

Source : Secrétariat de la CEA.

- 3ème paragraphe, 3ème ligne, lire "1,4 p. 100" au lieu "1,5 p. 100" et "-1,0 p. 100" au lieu de "0,8 p. 100"

Page 58, 1er paragraphe,

- 1ère ligne, lire "1,0 p. 100" au lieu "1,1 p. 100 mettre le point après 1983-1984 et supprimer le reste de la phrase

- 4ème ligne, lire "-1,0 p. 100" au lieu "1,3 p. 100 et "-0,3 p. 100" au lieu "-0,2"

Tableau 2 : Taux de croissance du PIB et du PIB par habitant en prix constants (taux de croissance annuel moyen en pourcentage pour la période allant de 1980-1981 à 1983-1984)

Sous-région	PIB	PIB par habitant
Pays insulaires de l'Océan indien	-0,1	-2,7
Afrique de l'Est	1,6	-1,5
Afrique australe	0,6	-2,4
Afrique centrale	5,5	2,7
Sahel	-0,2	-2,7
Afrique de l'Ouest non sahélienne	-3,5	-6,2
Afrique du Nord	3,5	0,7
Total de l'Afrique	1,0	-1,9

Source : Secrétariat de la CEA.

Page 59, 1er paragraphe

- 2ème ligne, remplacer les mots "désespérée de mal en pis" par "très préoccupante"
- Supprimer les 4 derniers paragraphes

Page 60, 1er paragraphe

- 6ème ligne mettre le point après le mot "combustibles" et supprimer le reste de la 3ème phrase
- Commencer la 4ème phrase comme suit "Par conséquent, cette partie met l'accent sur les problèmes....
- 2ème paragraphe a), supprimer les deux premières phrases et les remplacer par ce qui suit :
- "Depuis 1975, le montant total des recettes d'exportation des pays africains a augmenté à un taux annuel moyen de l'ordre de 5 p. 100.

Bien qu'elles aient créé d'environ 36 milliards de dollars en 1975 à un sommet de 96 milliards en 1980, elles ont chuté à 63 milliards en 1984. Si les recettes d'exportations des pays exportateurs de pétrole sont exclus, les chiffres deviennent respectivement 13, 23 et 18 milliards de dollars.

Page 68, Tableau 7,

- Remplacer "millions" par "milliards"

Insérer après le sous-paragraphe relatif au Fonds international de développement agricole :

Programme de réhabilitation agricole de la FAO pour l'Afrique

La FAO a mis en place en mars 1985 un programme de réhabilitation agricole pour l'Afrique d'un montant de 245 millions de dollars. Ce programme, qui porte sur 252 projets à exécuter pendant la période 1985-1987, a connu un démarrage très encourageant. En effet, la moitié des fonds requis a déjà été promise, et les bailleurs de fonds ont encore manifesté de l'intérêt pour 30 p. 100 de l'ensemble des projets. Un quarantaine de bailleurs de fonds ont apporté leur contribution au programme, dont 20 gouvernements, des institutions multilatérales de financement et des ONG, de même que la FAO qui s'est engagée pour 25 millions de dollars qui viennent s'ajouter à ses autres engagements en Afrique (qui absorbent près de la moitié de ses ressources). Le Programme de réhabilitation agricole de la FAO pour l'Afrique est un programme permanent conçu pour être maintenu bien après l'achèvement de la première série de projets. De nouveaux projets sont en cours d'élaboration.

Insérer après Programme de réhabilitation de l'agriculture en Afrique de la FAO

Assistance multilatérale

Au cours des dernières années, les ressources mobilisées par l'intermédiaire des sources multilatérales, en particulier le système des Nations Unies, sous forme d'assistance technique, financière et de produits de base ont diminué en dépit de l'augmentation des besoins des pays africains et ce, à un moment où la plupart connaissent de graves crises socio-économiques. De là, la nécessité d'apporter un soutien sous faille au système des Nations Unies et de mobiliser les ressources adéquates, par l'intermédiaire du système, pour aider les pays africains à répondre à leurs besoins immédiats et à long terme en matière de développement.Insérer après Programme de réhabilitation de l'agriculture en Afrique de la FAO

Page 69, Premier paragraphe, remplacer les données de ce paragraphe comme suit :

"35,8" au lieu de "34,6"
"7,2" au lieu de "6,9"

Page 71 - Après le quatrième paragraphe, insérer le nouveau paragraphe suivant :

Les estimations du service de la dette étaient fondées sur une limite inférieure et une limite supérieure. La limite inférieure de 16,6 milliards de dollars représente la projection du service annuel moyen de la dette de l'ensemble des pays africains pour la totalité de la dette publique et garantie par les pouvoirs publics. Cette estimation exclut le service de la dette privée non garantie qui constitue cependant une charge pour les ressources en devise des pays africains. En outre, le service de la dette projeté est inférieur au service de la dette échelonnée sur la période considérée. On trouvera au tableau 6 de l'annexe statistique du volume II les détails de ces projections du service de la dette, présentés pays par pays. La limite supérieure de 24,5 milliards de dollars par an représente le service de la dette échelonnée, y compris les renseignements disponibles sur le service de la dette privée non garantie et ce, pour tous les pays africains. Le montant de cette limite supérieure est fondé sur les estimations de la Banque mondiale pour les 25 pays africains pouvant prétendre à l'APD et à huit autres pays sub-sahéliens, ains que sur nos propres estimations pour ce qui est du reste des pays africains.

Page 71, Dernier paragraphe
lère ligne, lire : "de plus en plus grand"

Page 72, - 2ème paragraphe, ajouté à la fin du paragraphe, la phrase suivante : "c'est donc souligner la gravité des bourversements qui ont eu lieu à l'étranger".

- 3ème paragraphe, suprimer la lère phrase

- 5ème ligne, supprimer les mots "soit environ 2 p. 100 des recettes totales pour cette période"

Page 73 - ler paragraphe

- lère ligne, insérer après le mot "par", ce qui suit "la rigidité des conditions inhérantes aux crédits"

- et supprimer les mots "manque de souplesse dans la gestion de la dette"

- lier le 2ème paragraphe au ler paragraphe.

- Dernier paragraphe, 6ème ligne, supprimer "étant donné l'interruption de la reprise dans les pays industrialisés" par s'il n'y a pas une amélioration du marché pour ces produits"

Page 74, ler paragraphe, 8ème ligne, supprimer remplacer le bout de phrase "fournies aux missions conjointes OUA/CEA qui se sont rendues dans les Etats membres au titre de la préparation du présent document" par "recueillies au niveau de divers pays"

Page 74, Section 5, paragraphe 1 :

Remplacer les données de ce paragraphe comme suit :

"116,9 milliards" au lieu de 115 milliards"
"81,1 milliards" au lieu de "80,4 milliards"
"30,6 milliards" au lieu de "30,0 milliards"
"35,8 milliards" au lieu de "34,6 milliards"

Page 74, - Remplacer les données de l'ancien Tableau 8 par les données suivantes :

Tableau 8 : Ressources requises pour l'exécution du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, 1986-1990 (en millions de dollars)

Secteur	Coût total	Ressources intérieures déjà mobilisées ou prévues	Ressources intérieures totales nécessaires
Agriculture	55 205,1	40 182,3	15 022,8
Autres secteurs d'apui à l'agriculture	53 107,3	35 700,0	17 407,3
Sécheresse et désertification	2 166,9	1 320,2	846,7
Mise en valeur des ressources humaines	6 465,4	3 927,4	2 538,0
Total	116 944,7	81 129,9	35 814,8

Source : ECA

Page 75, Remplacer les données de l'ancien tableau 9 par les données suivantes :

Tableau 9 : Ressources requises pour l'exécution du Programme de redressement économique de l'Afrique, 1986-1990 (en pourcentage)

Secteur	Coût total	Ressources intérieures déjà mobilisées ou prévues	Ressources extérieures totales nécessaires
Agriculture	100	72,8	27,2
Autres secteurs d'appui à l'agriculture	100	67,2	32,8
Sécheresse et désertification	100	60,9	39,1
Mise en valeur des ressources humaines	100	60,7	39,3
Total	100	69,4	30,6

Source : Calculé à partir des chiffres du tableau 8 et des appendices statistiques figurant, dans le Volume II.

Page 75, Remplacer les données de l'ancien tableau 10 par des données suivantes :

Tableau 10 : Ressources extérieures totales nécessaires

Secteur	Montant (en millions de dollars)	Pourcentage du coût total	Pourcentage des ressources extérieures totales nécessaires
Agriculture	15 022,8	12,8	41,9
Autres secteurs d'appui à l'agriculture	17 407,3	14,9	48,6
Sécheresse et désertification	846,7	0,7	2,4
Mise en valeur des ressources humaines	2 538,0	2,2	7,1
Total	35 814,8	30,6	100,0

Source : ECA

Page 78, Premier paragraphe, remplacer les données de ce paragraphe comme suit:

"48,6", au lieu de "47,7"
"41,9 au lieu de "42,7"
"90,5" au lieu de "90,4"
"70,2" au lieu de "70,2"

Page 78 - remplacer le premier paragraphe par le texte suivant :

Les pays africains devant en principe financer le Programme prioritaire à raison de 70 p. 100, il convient de souligner que cela entraînera un élément devises étrangères de quelque 9 milliards de dollars afin de couvrir l'élément importations des programmes prioritaires. A supposer que ce montant puisse être couvert grâce à une augmentation des recettes d'exportation résultant d'une augmentation du volume des exportations et d'une amélioration des cours des produits de base, il resterait malgré tout aux pays africains à financer un volume d'importation accru situé au moins au niveau de 1980. Or, les recettes d'exportation de l'Afrique n'y suffiront pas. Il faudra donc continuer à aider les pays africains en augmentant les flux nets de ressources et ainsi augmenter le niveau des importations. Le montant annuel de 7 milliards de dollars représenterait donc une assistance spécifique à l'application du Programme prioritaire. Cela étant dit, les ressources supplémentaires requises (moyenne annuelle), y compris les montants estimatifs requis au titre du service de la dette seraient les suivants pour la période 1986-1990 :

-Tableau 8, source, supprimer "Computer printout"

Page 75, Tableau 10, source, supprimer "Computer printout"

Page 76, Tableau 13, source, supprimer "computer printout"

Page 77, 2ème paragraphe, 1ère ligne, remplacer les mots "viser uniquement" par "aller au delà du seul souci de"

Page 78, Sous le titre "Apports globaux estimatifs requis", mettre "chiffres de 1986"

Page 79, Titre du point 6, remplacer le mot "de priorités" par le mot "prioritaire" insérer "de l'" entre "économique" et "Afrique"

- Dernier paragraphe, supprimer la dernière phrase commençant par "s'agissant..." et remplacer par "en ce qui concerne les investissements dans "l'agriculture, nous nous concentrons sur les secteurs suivants en vue d'atteindre les objectifs du programme prioritaire"

Page 80, Remplacer le texte de cette page par ce qui suit :

1. L'augmentation de la production agricole;

2. Le développement de terres arables et amélioration des politiques agricoles;

3. L'élevage, la production animale, et le développement des pêches (continentales et maritimes)

4. Mécanisation agricole et la culture attelée

5. La conservation et la commercialisation des produits agricoles;

6. L'amènagement des ressources en eau (surfaces et souterraines) et le développement des structures d'irrigation en bas coûts

7. La lutte contre la sécheresse, la désertification et le développement des programmes de reboisement

8. La recherche agricole, la vulgarisation et le développement des des ressources humaines.

Page 81, - 1er paragraphe, supprimer la 7ème ligne, et ajouter le mot "et"

- Ajouter ce qui suit à la fin du paragraphe 1 "
"Dans le domaine de la santé rurale et du Soin Rural primaire, les stratégies ont été adoptées pour l'immunisation de tous les enfants et la provision de l'eau potable et la santé pour 1990"

Page 78, - Remplacer le titre "Apports globaux requis" par "Apports Requis pour le Programme prioritaire et le Service de la Dette"

- Les chiffres de la page 78 deviennent

Minimum	Maximum
7	7
16,6	24,5
23,6	31,5

Page 79, Remplacer les données de l'ancien tableau 11, par les données suivantes:

Tableau 11 : Etude comparative de la situation relative au financement du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, 1986-1990 dans les diverses sous-régions

Sous-région	Coût total du Programme		Ressources intérieures mobilisées ou prévues		Ressources extérieures nécessaires	
	Montant (en millions de dollars	pourcentage	Montant (en millions de dollars)	Pourcentage	Montant (en millions de dollars)	pourcentage
Pays insulaires	1 250,3	100,0	195,1	15,6	1 055,2	84,4
Afrique de l'Est	18 551,7	100,0	9 546,3	51,0	9 095,4	49,0
Etats de l'Afrique australe	4 156,9	100,0	1 638,8	39,4	2 518,1	60,6
Afrique centrale	12 834,5	100,0	7 462,4	58,1	5 372,1	41,9
Sahel	5 625,9	100,0	237	4,2	5 388,7	95,8
Etats non sahéliens d'Afrique de l'Ouest	17 397,8	100,0	10 548,5	60,6	6 849,3	39,4
Afrique du Nord	57 127,6	100,0	51 541,6	90,3	5 536,0	9,7
Total pour l'Afrique	116 944,7	100,0	81 129,9	69,4	35 814,8	30,6

Source : ECA Computer printouts.

Page 82, Supprimer le tableau 12

Page 83, -Section 7, supprimer la 1ère ligne, et commencer la 1ère phrase par le mot "En"

2ème et 3ème ligne, remplacer les mots "mettaient en application" par les mots "ont mis en oeuvre"

-3ème paragraphe, 12ème et 13ème ligne, remplacer les mots "réduire sensiblement les responsabilités des organismes publics" par "améliorer les performances des secteurs publics"

-4ème paragraphe, 2ème ligne, insérer le mot "notamment" entre les mots "années" et "par"

-4ème ligne, insérer les mots "et de technologies" entre les mots" importées" et "les pays"

Page 84, -1er paragraphe, 2ème ligne, insérer les mots "dans certains pays" entre "adoptées" et "consistant"

-2ème paragraphe, 5ème ligne, remplacer le mot "tentent" par le mot "s'emploient"

-6ème ligne, insérer le mot "ce" entre "de" et "secteur" : supprimer le mot "privé" et ajouter à la fin du paragraphe ce qui suit : "et en favorisant la création de petites et moyennes entreprises et en améliorant les flux d'investissements privés productifs. Il faudrait développer les marchés et débouchés grâce aux échanges sous-régionaux et aux groupements économiques en place ou envisagés et à la rationalisation des tarifs et des régimes d'investissements sous-régionaux".

- Paragraphe b), supprimer les mots "Dans le passé" et commencer la phrase pour "Le secteur..."

- 2ème phrase, supprimer les mots "Il n'est donc pas surprenant que" et commencer la phrase comme suit : "Ce secteur s'est ainsi développé..."

- 4ème phrase, supprimer les mots "selon une étude" et commencer la phrase par "Le....."

- Ajouter les 4 paragraphes suivants :

Toutefois, l'augmentation du volume de l'investissement public a été accompagnée de certains éléments inquiétants : l'intensité du capital pour les investissements s'est de plus en plus accrue; le taux d'utilisation des capacités a été faible et ce problème est devenu particulièrement grave depuis la fin des années 70, en raison des pénuries chroniques de devises pour l'importation de facteurs de production; et le niveau de productivité a été faible à cause, entre autres choses, de la mauvaise gestion, de l'inefficience des services d'entretien et de l'absence de services d'appui. Les effets combinés de ces phénomènes ont entraîné une baisse de l'efficacité de l'utilisation du capital.

La forte expansion du volume de l'investissement public s'explique également par le fait que dans les plans de développement de la majorité des pays africains, l'on a toujours dans le passé accordé la priorité au secteur public. Ce n'est que dans de rares pays que des efforts ont été déployés pour faire en sorte que la planification du développement embrasse l'ensemble de l'économie. Dans la formulation des plans de développement à moyen terme de divers pays africains ainsi que dans le cadre du Programme prioritaire, l'on a eu tendance à mettre l'accent sur les programmes d'investissement public, alors que l'objectif des politiques visant le secteur privé était de limiter le financement des activités de ce secteur et de promouvoir activement les investissements privés étrangers dans les secteurs productifs de l'économie.

Le but global de la nouvelle politique agricole est d'accélérer les efforts visant à atteindre l'autosuffisance et assurer la sécurité en ce qui concerne les produits de base locaux ainsi qu'à relancer et à augmenter la capacité nationale de production de matières premières agricoles et à favoriser la relance des exportations afin de générer la capacité d'importation supplémentaire requise pour financer la croissance.

Un accent accru a été mis sur le développement de l'infrastructure rurale dans pratiquement tous les pays. De fait, ce n'est qu'à l'intérieur de ce secteur et en appuyant sa gamme d'activités que certains pays ont entrepris, ou envisagé la possibilité d'entreprendre, de nouveaux programmes d'investissement au cours des cinq prochaines années. La politique des pouvoirs publics en la matière ne vise pas tant à lancer de nouveaux projets mais à s'attacher à l'achèvement des projets d'investissement en cours générant des rendements économiques élevés ainsi qu'à la remise en état et à l'entretien des infrastructures essentielles, qu'elles soient matérielles ou sociales, pour lesquelles des fonds n'avaient pu être disponibles ces dernières années.

Page 85, -Section C, paragraphe 2, 3ème ligne, insérer le mot "bonne" entre "une" et "gestion"

-9ème ligne, mettre le point après le mot "financière" et supprimer les mots "saine, puisque l'on dispose des ressources réduites".

-3ème paragraphe, supprimer les 5 dernières phrases au paragraphe et les remplacer par ce qui suit :

Dans de nombreux pays de la région, de nouvelles mesures sont actuellement mises en vigueur pour accroître les recettes publiques par le biais d'une hausse des taxes à la consommation et sur les voyages. L'introduction de réformes et de nouvelles mesures fiscales est également prévue dans un certain nombre de pays. Pour l'ensemble des pays, toutefois, y compris les moins avancés, les très faibles niveaux de revenus limitent les possibilités d'imposition et d'accroissement des prélèvements fiscaux. De nombreux gouvernements s'attachent à améliorer et à mettre sur pied des mécanismes institutionnels appropriés destinés à assurer un meilleur recouvrement fiscal et à encourager l'épargne intérieure. Les gouvernements de certains pays dont les marchés monétaires et financiers sont relativement développés envisagent également de recourir davantage à l'emprunt public par le biais du secteur privé en émettant des obligations, titres et certificats à des taux attrayants et rémunérateurs.

Le sous-développement des habitudes bancaires, la pénurie d'institutions financières actives et le déséquilibre de la répartition des agences des institutions existantes au profit des quelques grandes villes constituent quelques-uns des principaux problèmes d'ordre structurel et institutionnel qui entravent l'épargne individuelle et son utilisation à des fins d'investissements productifs dans les pays africains. Des réformes bancaires, y compris des programmes de développement bancaire en milieu rural, ont été envisagées ou intensifiées dans la plupart des pays tandis que l'on observe une tendance générale en faveur du développement d'un grand nombre d'institutions financières et d'une redynamisation du rôle des intermédiaires financières. L'objectif est d'accroître leur efficacité et de les rendre plus dynamique en vue de la mobilisation de ressources internes.

Dans le cadre des mesures adoptées en rapport avec le Programme prioritaire, près de la moitié des gouvernements africains comptent remédier au problème des faibles taux d'intérêt en adoptant une politique souple en la matière. Dans certains pays, les taux d'intérêt sur les dépôts ont été augmentés récemment et cela va se poursuivre jusqu'à ce qu'ils aient atteint des niveaux convenables, ce qui permettrait d'éliminer les entraves à l'épargne organisée. En vue d'accroître le taux de l'épargne publique et de dégager un excédent budgétaire, la plupart des gouvernements ont adopté des mesures destinées à réduire les dépenses ordinaires et les subventions de l'Etat en dépit des bouleversements sociaux et politiques manifestes qu'ils risquent d'engendrer. Ces mesures comprennent la réduction de la masse salariale par le biais d'une diminution des effectifs, la baisse du niveau des traitements et salaires et la réduction des avantages financiers dont bénéfiaient les employés du secteur public, suivie d'un gel des salaires. Les déplacements à l'étranger ont été considérablement réduits dans la plupart des pays les gouvernements envisagent de supprimer ou de réduire les subventions sur le pétrole, l'énergie et les engrais en pratiquant une politique des prix appropriée. Cela n'a pas été sans difficultés. En fait, réduire les dépenses courantes à un moment où les services par habitant

se trouvent à leur niveau le plus bas relève de la gageure. Que nombre de pays aient pu geler ou réduire les salaires et traitements, supprimer les subventions, rationaliser les opérations de leurs secteurs publics et fixer un plafond aux dépenses de l'Etat, traduit leur détermination à opérer des changements économiques nécessaires qui ne sont pas exempts de graves risques politiques. Ce qui rend le coût social d'un tel ajustement si élevé, c'est le fait que cela se passe à un moment où le taux de croissance est faible et où les revenus par habitant baissent.

La question de la réforme administrative et financière, particulièrement au niveau du secteur public, a fini par se poser en rapport avec le Programme prioritaire, car c'est ce secteur qui est chargé de le gérer. La question de la faible productivité du secteur public quant à elle est examinée à la fois en relation avec la gestion des entreprises publiques et la politique économique en général. Certains pays ont pris des mesures pour mieux gérer leurs économies tandis que d'autres mènent des efforts qui visent pour l'essentiel à assurer une meilleure gestion financière, la planification des investissements et la capacité administrative, à renforcer les principaux organismes d'exécution et de surveillance et à améliorer le fonctionnement des services publics en général. La quasi-totalité des pays envisage de réformer le secteur des entreprises publiques pour qu'il cesse de grever le budget national et qu'il contribue davantage à financer le développement. Les mesures prévues concernent notamment la réduction de la taille des entreprises du secteur public par le biais d'un désinvestissement, d'une restructuration, d'une privatisation ou d'un lancement de coentreprises avec le secteur privé ainsi que d'une amélioration de l'efficacité des entreprises et de l'assainissement de leurs finances grâce à des réformes monétaires et financières.

S'agissant de l'utilisation des ressources, l'accent a continué d'être placé dans de nombreux pays sur les secteurs directement productifs. Les dépenses publiques doivent donc permettre en priorité de mieux utiliser la capacité industrielle et d'accroître la capacité de production de l'économie.